

10 ans plus tard

# Le Centre de santé de Montréal

**A** l'avant-garde du mouvement des femmes, en 1975, le Centre de santé des femmes de Montréal est devenu, dix ans plus tard, un bastion du féminisme. Combien de groupes de femmes au Québec ont survécu aussi longtemps et sont demeurés aussi fidèles à leur projet initial ?

Bien sûr, le Centre de santé a grandi, changé de locaux, élargi son personnel et ses services. Elles étaient deux ou trois militantes au début ; elles sont une trentaine aujourd'hui à se répartir le travail. «Et puis, précise Véronique O'Leary, l'une des fondatrices, on ne passe plus 40 heures par semaine à débattre de l'oppression des femmes.» Cette période de militantisme aigu est aujourd'hui révolue.

Mais l'orientation et le fonctionnement du Centre de santé demeurent à peu près intacts : «Une analyse qui tient compte des conditions sociales, économiques et politiques vécues par les femmes dans leurs rapports à la santé (...), des recherches, des pratiques et des services qui explorent de nouvelles conceptions de la santé physique et mentale des femmes», précise leur dépliant. Il a toujours été question, au Centre de santé, de mêler la théorie féministe à la pratique, qu'elle soit «straight» (trois jours de cliniques médicales) ou non (trois jours de cliniques d'avortement, un centre de documentation, des ateliers de tous genres – contraception, auto-examen, massage – et, tout récemment, une clinique pour lesbiennes<sup>1</sup>).

Tous ces services sont conçus selon des principes d'humanisation, de démedicalisation et, dans une certaine mesure, de déprofessionnalisation, ce qui explique d'ailleurs que la qualité des soins est indiscutablement supérieure à ce qu'on trouve ailleurs. Il n'en reste pas moins que deux catégories de services ont amené, depuis le début, deux catégories de clientèle : les «ménagères» du Plateau Mont-Royal ou d'ailleurs, qui ont tout simplement besoin de traitements (elles sont 2 500, à l'heure actuelle, à fréquenter les cliniques médicales), et les «marginales» à la recherche d'une nouvelle approche de la santé autant que de soins spécifiques (1 500 femmes participent aux ateliers). Pourquoi, alors, ne pas miser sur ces dernières, qui sont de plus en plus nombreuses, depuis quelques années ?

«D'abord, explique Louise Bouchard, codirectrice du Centre depuis 1981, parce

que les services réguliers sont financièrement rentables, mais aussi parce que ce sont eux qui nous permettent de vérifier si nos principes sont plausibles.»

C'est seulement aux cliniques d'avortement que l'on retrouve des femmes de toutes les tendances et de tous les milieux. Mises sur pied depuis quatre ans déjà, elles s'avèrent d'une importance capitale pour le Centre. Non seulement parce qu'ici théorie féministe et pratique médi-

cale vont main dans la main, mais aussi parce que ces services ont certainement triplé la clientèle du Centre de santé (on répond à 800 demandes par an). Depuis que Centraide n'a plus rien voulu savoir, le ministère des Affaires sociales a partiellement subventionné cette pratique d'avortements ; mais on ne peut pas dire qu'il a été généreux : la subvention, gelée depuis trois ans, ne représente que 15 % du financement du Centre.

## Avortement, autrement

C'est au Centre de santé des femmes que j'eus pour la première fois l'occasion de faire faire mon examen gynécologique par des mains féminines. En position semi-assise, le dos confortablement appuyé sur un coussin, les jambes soulevées par les deux étrières, j'avais droit de regard sur les gestes qui m'étaient adressés. L'intervenante était douce et ralentissait son opération à chaque frémissement de tension. Les prélèvements requis, dont on me disait à chaque fois le nom et l'utilité, furent loin d'être désagréables. Je n'en revenais pas.

Comme cela me paraissait loin de la classique position renversée de la visite annuelle chez le gynécologue ! Pattes en l'air, aveu d'impuissance et de reddition, pénétration efficace, rapide, pour ne pas prolonger l'inconfort et la gêne, et impersonnelle, pour «ne pas confondre» (avec intimité !). S'il en est ainsi d'un simple examen de routine, qu'en est-il de l'avortement, acte qui n'a pas encore aujourd'hui la reconnaissance officielle et légale de la société patriarcale ?

Au Centre de santé des femmes, j'ai connu toute autre chose. L'accueil, au premier coup de téléphone, est chaleureux, réconfortant. La date de l'avortement est aussitôt fixée et une rencontre d'échanges et d'information est prévue deux jours avant. Les femmes médecins du centre sont jeunes et n'ont pas de sarrau blanc. Elles prêtent foi aux deux tests de grossesse qu'on a fait soi-même en pharmacie. Elles ne remettent pas en question la décision prise par rapport à un contraceptif futur, à moins qu'on le demande.

À l'arrivée, une tisane calmante nous

est offerte. Le médecin qui pratique l'intervention vient elle-même nous chercher dans la salle d'attente et prend le temps de regarder notre dossier avec nous et de faire connaissance. L'atmosphère est douce, calme, détendue.

Pendant l'avortement (intervention somme toute assez simple, comprenant l'anesthésie locale, l'aspiration et le curetage, l'ensemble durant moins de quinze minutes), toutes les étapes sont identifiées et expliquées au fur et à mesure par deux assistantes, qui restent à l'écoute attentive de nos réactions et y ajustent le rythme des opérations.

Quand tout est fini, c'est la patiente qui décide du moment où elle est prête à se relever. Bouillotte d'eau chaude sur le ventre, je n'ai pas eu besoin de plus de cinq minutes. J'ai demandé à voir le produit qui occupait mon corps quelques instants plus tôt : petite masse de gélatine rosée, presque liquide, début de formation d'un placenta. J'étais fascinée par ce magma énigmatique d'une pré-vie qui tenacement s'était accrochée à moi. Nulle trace de l'embryon qui s'y préparait en silence, encore à l'état microscopique.

Je ne peux m'empêcher de considérer que l'avortement, le désir d'avortement, les tentatives d'avortement ont traversé les siècles sous le signe du drame, de la souffrance et de la peur. Et j'ai curieusement l'impression de porter cette histoire quelque part dans mon inconscient féminin.

Mais pour moi, cette fois-là, ce fut une expérience de libération, dans le respect et le partage.

NADINE GUEYDAN

«Avec le PQ, c'est toujours deux poids deux mesures : d'une part, il récupère notre discours – les cliniques Lazure dans les CLSC, ont vu le jour grâce aux revendications féministes et il y a maintenant une *clinique-femmes* au CLSC Métro, à Montréal –, mais, d'autre part, il ne nous a jamais vraiment aidées, nous», explique Véronique O'Leary.

Et pourquoi le gouvernement paierait-il ce qui est déjà fourni gratuitement ? Le Centre de santé s'autofinance à 41 %. Les omnipraticiennes, via la RAMQ, lui remettent 50 % de leurs revenus, les usagères, lors des avortements, donnent une contribution volontaire en fonction de leurs moyens, le travail des bénévoles, au tarif unique du Centre, représente un don de 43 000 \$ par an... Mais les femmes du Centre de santé en ont assez de «se faire utiliser gratuitement», avec le renforcement d'un discours gouvernemental sur «la prise en charge collective des soins»,

qui maquille mal le recours au bénévolat pour pallier les coupures des services sociaux et de santé.

Elles ont d'ailleurs beaucoup de projets qui ne peuvent démarrer, faute de fonds : offrir de nouveaux services (aux femmes sur le marché du travail, à celles qui passent leur ménopause, etc.), organiser un projet de formation dans les centres de femmes, des recherches, notamment sur la question de la technologie de la reproduction... «Ce n'est pas tellement que nous voulons grossir, ajoute Véronique, c'est que nous voulons jouer notre rôle politique jusqu'au bout.»

À l'instar du Regroupement des centres d'hébergement pour femmes battues, les centres de santé de femmes de la province (Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull, Sherbrooke et Joliette), viennent de former leur propre regroupement. Il permettra aux différents groupes d'échanger sur leurs pratiques, d'instaurer un meilleur

rapport de forces vis-à-vis du gouvernement et, sans doute aussi, de relancer la lutte pour l'avortement.

Les femmes du Centre de santé de Montréal n'ont d'ailleurs pas apprécié que Morgentaler dise des féministes québécoises qu'elles sont «peu solidaires de sa lutte» (voir LVR, mars 85). «Il ne semble pas se rendre compte que les pratiques d'avortement dans les centres de santé des femmes sont des luttes aussi», de dire Véronique, qui a déjà travaillé comme infirmière à la clinique Morgentaler. «D'autant plus que, contrairement à lui, nous ne sommes pas payées pour le faire ! Ce sont les féministes qui ont élaboré le discours sur l'avortement, devenu aussi son discours, et c'est grâce à elles qu'il a été acquitté en 76. Il a, bien sûr, été très important dans la lutte pour l'avortement au Québec. Sans aucun doute un humaniste, Morgentaler est aussi typiquement un homme de gauche, incapable de voir les contradictions qui existent entre lui et le mouvement féministe. Et il aurait voulu, en plus, qu'on lui organise sa levée de fonds ?!»

Et qui aidera le Centre de santé des femmes avec sa levée de fonds ? Car face à la situation actuelle, le Centre n'a que deux moyens : une campagne de souscription qui permette à la population d'exprimer son encouragement, et des pressions auprès du MAS pour qu'il augmente substantiellement ses subventions.

Et vous, êtes-vous solidaires ?...

FRANCINE PELLETIER

1/ À cette fin, le Centre cherche présentement une femme médecin féministe et lesbienne pour diriger la clinique.



Centre de santé des femmes

## À Québec

Le 23 avril dernier, le Centre de santé des femmes de Québec organisait une double conférence de presse : pour son financement mais aussi pour continuer et relancer la lutte pour l'avortement.

Il ne faut pas oublier la loi : les cliniques et centres alternatifs ne sont que tolérés au Québec. Partout au Canada, les règlements sont les mêmes. Mulroney a déclaré qu'il ne changerait pas cette loi et John Crosbie, son ministre de la Justice, a affirmé que quatre acquittements (procès Morgentaler) ne veulent rien dire. Et au Québec, Robert Bourassa, reporté au pouvoir, verrait à ce que la loi soit appliquée, a-t-il dit. Entre-temps, le PQ ne propose aux femmes que la tolérance forcée qu'il a adoptée depuis 76.

Par des pétitions envoyées aux formations politiques impliquées dans ce dossier, par des télégrammes adressés aux gouvernements, par des lettres ouvertes

dans les journaux, par des articles dans différents périodiques et par une campagne de financement, le Centre de santé de Québec veut relancer le débat sur l'avortement. Les 5 et 6 mai derniers, des stratégies pancanadiennes s'organisaient à Toronto et nous allions représenter le Québec. Tous les centres de santé des femmes au Québec nous donnaient leur appui. Mais vous aussi pouvez participer. Individuellement ou en groupes, envoyez-nous des appuis financiers, des pétitions et, surtout, parlez-en autour de vous.

Parce qu'aucune femme n'est à l'abri d'une grossesse non désirée, parce que l'accessibilité aux services d'avortements libres ne reposent que sur le militantisme des femmes et parce que nous voulons (toujours) nous réapproprier nos corps et vivre notre sexualité... exigeons l'abrogation de la loi canadienne sur l'avortement.

NATHALIE WATTEYNE

### Je suis pour l'abrogation de la loi en matière d'avortement

signature

adresse

tél.

signature

adresse

tél.

signature

adresse

tél.

Envoyez vos dons et signatures à 454 rue Caron, Québec G1K 8K8 (Avant le 1<sup>er</sup> juillet)